

**Les violations des droits de l'homme
et les comportements des régimes
de dictature et d'oppression en général :
frein ou obstacle
au développement économique et social ?**

*entretien avec Abraham SERFATY**

Marc OLLIVIER**

A notre époque, caractérisée par ailleurs par de grands progrès économiques et sociaux, par l'existence, dans un petit nombre de pays, de systèmes politiques fondés sur le Droit, sur la reconnaissance et la défense de certaines libertés individuelles et sur l'exercice conflictuel de la souveraineté des citoyens, la majeure partie de l'humanité reste cependant victime de régimes politiques dictatoriaux, et se trouve empêchée de manifester ses aspirations à une vie meilleure par tout l'arsenal des moyens répressifs : contrôles policiers, emprisonnements arbitraires, tortures, enlèvements et disparitions, massacres organisés, etc. Il suffit de lire les rapports comme ceux d'Amnesty International et d'autres organisations humanitaires non gouvernementales pour se rendre compte de l'importance et de la gravité de ces régimes despotes qui oppriment la majorité des humains. Malheureusement, il faut aussi reconnaître que depuis l'époque de la décolonisation au cours des années soixante, les

grands pays développés, et la France en particulier, dans le but de protéger leurs zones d'influence et renforcer leur rôle de puissance dominante, n'ont pas hésité à soutenir nombre de ces régimes, y compris militairement, et souvent même à les protéger des révoltes de leurs propres peuples. Le cas du Maroc en est un bon exemple.

Sur la scène internationale, nous voyons ainsi les inégalités sociales se mondialiser au même rythme que l'économie, l'information ou la culture. Nous voyons également les méthodes répressives devenir un de ces problèmes globaux qui menacent notre futur. Toutefois, alors que la conscience des risques majeurs qui s'attachent aux moyens modernes de la guerre est assez largement développée, il n'en est pas de même en ce qui concerne celle des effets catastrophiques du despotisme et de la répression sur les capacités de développement. Aussi n'est-il pas inutile de rappeler très rapidement certains de ces effets :

- le recours à des dépenses militaires massives pour acquérir les moyens de la répression sociale et mener des conflits locaux de "prestige" ou de diversion, qui diminuent d'autant les ressources disponibles pour le développement ;

- des destructions de richesses et de capacités productives, et notamment de capacités humaines, provoquées par la répression, les conflits internes et les massacres qu'ils engendrent, comme on l'a vu au Rwanda, au Caucase, dans l'ex-Yugoslavie etc. ;

- une extension monstrueuse, accompagnant tout pouvoir arbitraire, de la corruption, qui influence les choix techniques et financiers (priorité aux grands projets souvent inutiles ou même nocifs et aux emprunts extérieurs) et grossit les fuites de capitaux ; parallèlement l'étouffement par un encadrement policier des organisations de la société civile (syndicats, associations) et une dégradation des revenus des couches populaires opprimées qui bloque tout élargissement du marché intérieur ;

- une accélération de la fuite des cerveaux vers les pays développés : le nombre de cadres hautement qualifiés haïtiens par exemple est beaucoup plus grand à l'extérieur que dans le pays lui-même. De très nombreux pays sont victimes de cette hémorragie de savoir faire ;

* Abraham SERFATY, ingénieur des mines marocain, emprisonné pendant dix-huit ans par le roi Hassan II pour son action politique en faveur de la démocratie et du développement, est un militant des droits de l'homme internationalement reconnu.

** Marc OLLIVIER, chercheur du CNRS en sciences sociales et membre de l'ISMEA ainsi que Président du groupe de travail sur les inégalités de développement du réseau INES (International Network of Engineers and Scientists for global responsibility).

Cet entretien a été enregistré au cours du mois d'août 2001.

– une réserve, souvent même une fuite des investisseurs, aussi bien nationaux qu'étrangers, à cause de l'instabilité politique due aux tensions sociales (révoltes, grèves, etc.) que génère le despotisme ;

– enfin le blocage quasi total de nombreuses formes de la créativité humaine productrices de mieux-être, suite à l'inexistence des libertés d'expression, à l'insuffisance des moyens affectés aux systèmes d'éducation, de santé publique et de satisfaction des besoins essentiels et à la disparition de toutes les victimes des répressions politiques, qui sont souvent des personnalités indispensables au progrès social.

Il faut donc absolument prendre conscience de l'immensité des gaspillages et des manques à gagner résultant de l'absence de démocratie et des diverses formes de répression et de terreur qui en résultent.

Pour illustrer ces observations générales, nous avons engagé un dialogue avec Abraham SERFATY, ingénieur des Ponts et Chaussées, acteur et observateur averti de l'évolution de la société marocaine depuis l'indépendance du Maroc et militant international respecté des luttes contre les violations des droits de l'homme. Nos lecteurs trouveront dans la suite de cet article l'essentiel des idées échangées à cette occasion.

Marc OLLIVIER (M.O.) : *Toi qui as passé dix-huit ans dans les prisons du roi du Maroc, comme des milliers de Marocains dont beaucoup sont malheureusement morts suite aux tortures et aux mauvais traitements qu'ils ont subis, tu es évidemment bien placé pour ressentir les problèmes que l'absence de démocratie pose aux politiques de développement. Quelles sont les raisons qui ont permis à des régimes autoritaires, dictatoriaux, souvent totalitaires, d'accaparer le pouvoir politique dans les états post-coloniaux dont la population avait lutté pour l'indépendance et la liberté ? La politique des blocs à l'échelle internationale a-t-elle joué un rôle dans cette évolution ?*

Abraham SERFATY (A.S.) : Je crois qu'il faut d'abord analyser cette situation à partir des problèmes internes des pays du Tiers Monde. Dans la majeure partie de ces pays en effet,

lorsque les indépendances ont été acquises, ce sont les classes dominantes, anciennes ou nouvelles, qui ont pris la relève des colonisateurs sous le couvert d'une idéologie nationaliste populiste, et leur but caché, mais essentiel, était de continuer à opprimer et exploiter leurs peuples sous des formes nouvelles en sauvegardant les intérêts des ex-puissances coloniales pour obtenir leur appui à cette politique. Dans certains cas cependant, cette libération nationale fut le fait de mouvements vraiment révolutionnaires qui voulaient mettre un terme à l'exploitation coloniale ou impérialiste ; mais dans un contexte où la lutte armée était le seul moyen d'y parvenir, ils étaient naturellement conduits à chercher l'appui des pays dits "socialistes", et ils ont ensuite construit leurs nouveaux Etats en s'inspirant des pratiques de ces pays, qui avaient à l'époque une conception étroitement technocratique du développement, celle de la construction simultanée de l'Etat et de la Nation "par le haut". Pour les dirigeants de l'URSS à cette époque, l'exemple de l'Ethiopie était le modèle à suivre pour toute stratégie de développement. De plus, l'idéologie nationale populiste qui a marqué les indépendances de ces pays conduisait les forces de changement à rejeter tout ce qui venait de l'ancien colonisateur, y compris le concept moderne de démocratie. On y opposait les expériences du socialisme "réel" ou le communautarisme de la "oumma" islamique, supposés supérieurs à la démocratie "bourgeoise" et sur cette base idéologique se sont développés les régimes de Nasser, de Castro, de Khadafi, de Boumediene, etc. Il est encore difficile de faire admettre aux responsables politiques dans le monde arabe par exemple que le concept de démocratie s'est forgé à travers l'histoire des peuples de l'Europe occidentale et que ce n'est pas une raison pour le rejeter. C'est ainsi que les contradictions sociales et politiques internes à chaque pays et l'affrontement des blocs à l'échelle internationale ont abouti à l'instauration de régimes autoritaires, souvent même dictatoriaux et oppresseurs.

M.O. : *Après avoir connu les indépendances formelles de l'ère post-coloniale, qui camouflaient la persistance des dépendances économiques vis-à-vis des anciennes métropoles, ne sommes-nous pas en train d'assister à la*

naissance de démocraties formelles, camouflant dans de nombreux pays la poursuite de l'exploitation et de l'exclusion des plus pauvres par le système des multinationales et de la finance mondialisée ? Pourquoi la démocratie a-t-elle tant de difficultés à pénétrer dans le Tiers Monde ?

A.S. : Pour tenter de répondre, il faut rappeler un certain nombre de réalités historiques : la démocratie sous ses formes actuellement dominantes dans le monde occidental est le fruit d'un très long processus de formation de la société civile dans ces pays. A travers ce processus séculaire, marqué par de nombreuses luttes sociales et de très violents conflits politiques, cette société civile a construit des contre-pouvoirs vis-à-vis de l'absolutisme existant auparavant, qui continuent à jouer un rôle fondamental dans les Etats démocratiques parlementaires actuels. L'action du pouvoir judiciaire en Europe, sous des formes spécifiques à chaque pays, en est un bon exemple. Or il n'existe rien d'équivalent, sinon à l'état embryonnaire, dans la plupart des pays du Tiers Monde. Dans ces pays, les détenteurs des appareils d'Etat n'ont quasiment rien en face d'eux pour contrecarrer leurs pouvoirs, car la culture de la liberté individuelle, des droits civiques et des solidarités sociales est encore très peu enracinée et les origines historiques de ces Etats rappellent plutôt le despotisme ou le pillage colonial. Toutefois, depuis la fin de l'affrontement des blocs et la destruction quasi générale de tous les systèmes sociaux pré-capitalistes dans le monde entier, on observe partout, et notamment dans les grandes villes du Tiers Monde où s'entassent dans des conditions misérables de grandes masses de jeunes exclus des circuits de la production, l'expression de revendications nouvelles contre l'arbitraire et les priviléges, pour plus de justice sociale et de démocratie. C'est sur ces aspirations et cette prise de conscience nouvelles que pourront se construire les forces nécessaires pour mettre en œuvre de nouvelles politiques de développement.

M.O. : *Il semble que certains aspects des nationalismes d'autan sont en train d'être*

dépassés, et que des solidarités transversales entre les peuples se construisent en occupant en même temps les terrains culturel, économique et politique, aussi bien à l'échelle régionale qu'à l'échelle intercontinentale. On le voit dans les résonances internationales des récentes crises financières et monétaires, dans les contradictions croissantes qui en résultent avec les intérêts des puissances dominantes du G8 et notamment des Etats-Unis, ainsi que dans l'émergence à l'échelle mondiale de nouvelles revendications et de nouvelles formes de contestation à l'égard de la politique de ces Etats et des organismes internationaux de développement.

A.S. : Effectivement et c'est ainsi que le nouveau gouvernement d'Afrique du Sud par la voix de Nelson Mandela, a posé dès son installation le problème de la transformation des rapports internationaux en faveur d'un développement plus juste.

Comment faire reculer les obstacles que représentent ces régimes oppresseurs et mieux garantir le respect des droits de l'homme ? Je pense que nous sommes là sur un terrain encore peu exploré. On observe ici et là dans le monde des mouvements sociaux et politiques qui révèlent l'existence de luttes très vives pour la démocratie : il est très important de bien comprendre la genèse de ces luttes, les facteurs des succès qu'elles remportent et les obstacles qui expliquent leurs échecs, pour tenter d'imaginer comment les forces de progrès qui existent partout pourraient parvenir à surmonter les inégalités de développement, en commençant par imposer la reconnaissance des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant.

Il faut citer ici naturellement l'expérience des populations d'Afrique du Sud, qui ont réussi à construire un nouvel Etat du peuple entier sur les ruines de l'apartheid. Un des aspects très intéressant de cette expérience est constitué par les très larges et multiples formes de solidarité qui se sont manifestées dans le monde entier, et notamment aux Etats-Unis, sous des formes très concrètes, avec cette lutte contre le racisme institutionnalisé, ainsi que l'efficacité des sanctions internationales décidées et mises en œuvre dans le cadre de l'ONU. D'autres expériences politiques intéressantes se déroulent

ailleurs, en particulier dans plusieurs pays d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale, avec dans certains cas également des interventions de l'ONU d'une nature toute nouvelle, comme au Salvador, au Cambodge, au Mozambique, ou plus récemment en Haïti. Dans plusieurs pays d'Afrique Noire on a observé des processus assez proches, sous la forme de "Conventions Nationales", toujours accompagnés de mouvements sociaux protestant contre l'oppression et la corruption. L'expérience en cours au Maroc est également à citer, où les progrès vers la démocratie ont été obtenus par des forces qui ont lutté d'abord pour le respect des Droits de l'Homme au cours des années 70 et 80, en renouant sur ce terrain des liens de solidarité avec des forces similaires en France et en Europe occidentale. Plus récemment, on a vu se développer avec impétuosité une coalition internationale des opposants à la "mondialisation néo-libérale", qui conteste la domination des puissances financières et des firmes multinationales sur le marché mondial, la politique du libre-échange commercial et celle de la privatisation des services publics et qui rassemble des manifestations de masse lors de chaque sommet mondial pour affirmer « un autre monde est possible » ...

Mais des forces contradictoires très puissantes se manifestent également : lors de la guerre du Golfe, sous couvert de repousser l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït, la coalition rassemblée par les USA s'est livrée à une destruction systématique des infrastructures et des capacités industrielles de l'Irak, retardant ainsi pour de nombreuses années son développement. De même les exactions et les destructions auxquelles se sont livrés entre eux certains partenaires de l'ex-Fédération de Yougoslavie ne peuvent que produire une très profonde régression économique et sociale dans cette région de l'Europe. Au Rwanda, et dans plusieurs pays de l'ancien empire soviétique, des drames analogues se déroulent. Au Moyen-Orient, l'acharnement d'Israël à poursuivre et intensifier sa politique coloniale plonge la région dans la violence. De telles évolutions nous montrent que les risques de voir s'aggraver les inégalités de développement et s'élargir les régions du globe vouées à la ruine

économique et au chaos social et politique ne sont pas négligeables. Nous devons en tirer la conclusion que les luttes pour le respect des droits de l'homme et pour le renforcement de la démocratie ne concernent pas seulement des individus ou des groupes d'individus, mais également des peuples entiers, qui sont collectivement victimes de violences et de répression.

M.O. : Beaucoup d'actions répressives apparaissent liées également aux contraintes financières et monétaires imposées aux pays du Tiers Monde par le FMI et la BIRD, sous la forme des "plans d'ajustement structurel" et des "conditionnalités" qui aboutissent en fait à bloquer toute stratégie autonome de développement dans les pays concernés. On peut ainsi se demander si ces organismes officiellement destinés à favoriser la stabilité monétaire et le progrès économique ne sont pas devenus des acteurs sur le terrain de la répression et des atteintes aux droits de l'homme. En effet certains aspects des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs de la plupart des Etats du Tiers Monde ont provoqué des résistances et des protestations massives, en particulier pour s'opposer à la hausse des prix des denrées de première nécessité. A ces protestations, les gouvernements concernés ont répondu par la répression, souvent très violemment. C'est le cas en Amérique du Sud et dans certains pays d'Afrique, notamment au Maroc. Dans de telles situations, on voit clairement les liens entre la politique économique des gouvernements autoritaires et corrompus et leurs actions répressives contre la population.

N'oublions pas non plus qu'une grande part des déséquilibres monétaires et financiers dont souffrent la majorité de ces pays est due aux emprunts souscrits par leurs gouvernements au cours des années 70 et 80, transformés en pièges financiers après la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le recours à la violence et à la répression des mouvements sociaux permet aux responsables de ces déséquilibres d'en faire porter les conséquences sur les populations. Mieux : ce fardeau de la dette du Tiers Monde et

des paiements d'intérêts qu'elle entraîne a permis au système financier international de faire payer aux peuples concernés plusieurs fois le montant des emprunts initiaux, en dehors de tout contrôle démocratique. Ainsi s'est mise en place, sous la contrainte de régimes policiers, un véritable système de prélèvement des surplus nationaux qui prive les peuples des pays endettés des ressources qui leur sont nécessaires pour se développer.

Nous devons donc admettre que les atteintes aux droits de l'homme et les régimes anti-démocratiques ont une fonction économique et jouent un rôle important dans la genèse et l'aggravation des inégalités de développement. Mais comment accepter que des organisations internationales chargées en principe de promouvoir le développement économique et social des peuples se fassent complices consentants de telles pratiques, souvent même leurs instigateurs manifestes ?

A.S. : C'est pourquoi il me paraît évident que le fonctionnement actuel des relations internationales et le pouvoir absolu exercé par des structures technocratiques, par les banques et le système financier des pays occidentaux doivent être profondément transformés et faire place à de nouveaux mécanismes d'organisation du travail, de répartition des revenus et de régulation financière, prenant en compte les aspirations et les besoins de l'ensemble des êtres humains et de tous les peuples, du Sud comme du Nord. Pour cela, il faut une vision différente des relations internationales : c'est très difficile, car les forces sur lesquelles on peut s'appuyer sont très dispersées, mais ce n'est pas impossible si l'on est attentif aux mouvements de la réalité sociale et politique. De nouvelles solidarités semblent se construire en Asie, dans les zones de développement centrées sur la Chine et le Japon, ainsi qu'en Amérique Latine entre les pays du sud du continent. D'autres solidarités sociales à plusieurs niveaux apparaîtront inévitablement au sein du regroupement entre le Canada, les USA et le Mexique. Les débats sur les orientations à donner à l'Union Européenne et sur l'avenir de ses relations avec les pays de l'ancien bloc socialiste et avec l'ensemble des pays du sud de la Méditerranée reflètent également le même besoin de relations internationales profondément

nouvelles pour faire face aux risques globaux qui menacent notre futur.

M.O. : *La défense des droits de l'homme et les luttes pour la démocratie sont-elles des bases idéologiques pertinentes pour construire des stratégies de développement capables de réduire les inégalités économiques et sociales et renforcer la sécurité collective des nations ?*

A.S. : C'est toute une conception nouvelle non seulement des rapports internationaux, mais des voies de développement des pays du Sud, du Nord et de l'Est, qui est actuellement en gestation et qu'il faut soutenir. D'une part, la faillite et l'effondrement des régimes communistes ont entraîné une large désaffection à l'égard du "socialisme réel" et des modèles qu'il soutenait depuis une cinquantaine d'années. Ces modèles reposaient sur des interprétations très technocratiques du marxisme et restaient étroitement soumis aux aspects chauvins et exclusivistes du nationalisme populiste. Ils ont été submergés par le raz-de-marée des idées ultra libérales, pour lesquelles l'homme est réduit à une seule dimension, celle du consommateur, et qui ne font aucune place à ses dimensions sociales et culturelles ni à ses besoins de solidarité et de sécurité collective. C'est la négation de toute culture et de tout apport concret des peuples et de leur histoire. Derrière cette conception caricaturale de la liberté et du mot d'ordre "chacun pour soi", l'argent est le véritable maître, et c'est en fait le vide idéologique et spirituel qui s'installe.

D'autre part on voit resurgir face à ce vide idéologique l'impact des grandes religions qui ont marqué l'histoire de l'humanité car elles sont porteuses des idéaux de justice et d'égalité entre les hommes, même si elles ne parviennent pas non plus à se débarrasser des attitudes d'exclusion, chacune prétendant être meilleure que les autres et pouvant ainsi ouvrir la voie à des mouvements intégristes intolérants et agressifs. La vigueur nouvelle des réactions de type tribal, des solidarités claniques ou des mouvements de "purification ethnique" en particulier en Europe, mais aussi dans beaucoup d'autres pays, peuvent

sans doute aussi s'analyser, au moins en partie, comme des conséquences de ce vide idéologique.

Dans cette situation, tous les hommes qui conservent le moindre sens de leurs responsabilités sont amenés à penser qu'il faut absolument redonner toute leur force aux fondements moraux et à une éthique humaniste de la lutte politique, car c'est en s'écartant de ces fondements que n'importe quelle idéologie de changement social peut produire les drames que nous avons connus partout dans le monde. En partant de cette base, les hommes réussiront certainement à construire des idéologies de progrès social intégrant les aspirations à la justice dont sont porteuses les religions, mais prenant en compte également les outils d'analyse et les démarches critiques construits par les sciences, notamment les sciences sociales, et parmi eux les apports de Marx, précieux pour la compréhension de notre système économique et social (et non comme doctrine politique partisane). Cette idéologie du futur, intégrant tous les héritages culturels et toutes les expériences des luttes sociales et politiques, sans aucune exclusive, pour fonder la responsabilité et la solidarité des humains vis-à-vis de leur destin commun, est en gestation sous nos yeux. De son développement et de son influence dépendra notre capacité à maîtriser notre avenir.

M.O. : *Cet idéal ne semble-t-il pas hors de portée lorsqu'on observe les obstacles que rencontrent les mouvements qui luttent pour élargir et consolider les premiers acquis d'une société démocratique au Maroc ?*

A.S. : Le Maroc traverse actuellement une phase de transition, qui peut déboucher sur la démocratie, mais qui piétine pas mal. Déjà pendant la fin du règne précédent, et surtout maintenant avec le nouveau roi, il y a une émergence de libertés que nous ne connaissons pas du tout avant, ce qui n'est pas rien.

Cependant, cette transition rencontre des obstacles dans l'appareil d'Etat et au sein même de la société. Même dans un pays "démocratique" il est difficile de faire face à ce type d'obstacles et le gouvernement actuel, dit "d'alternance" se montre impuissant à les surmonter. Il a par

exemple élaboré deux grands projets de réforme très positifs, l'un pour reconstruire un système éducatif public aujourd'hui sinistré, l'autre sous la forme d'un plan d'action pour l'intégration de la femme au développement, mais dans les deux cas, il s'est montré incapable d'affronter les forces proprement réactionnaires qui les refusent et de mettre en œuvre ces réformes fondamentales.

Il faut certainement d'autres hommes. Il y a une volonté du roi pour que les choses changent, il y a une poussée de la société civile vers le haut dans le même but, mais entre les deux se trouve une scène politique complètement inadéquate, où la seule force véritablement organisée est le mouvement islamiste. Ce mouvement sera sans doute contenu lors des prochaines élections législatives en 2002 car, j'en suis convaincu, la très grande majorité du pays n'est pas pour l'islamisme, mais pour l'Islam, mais d'une façon ou d'une autre, il pèsera tout de même sur elles.

A plus long terme, le véritable atout du Maroc pour une transition démocratique, ce sont les dizaines de milliers de professionnels, techniciens et cadres du public et du privé, compétents, pour la plupart honnêtes, qui participent à la vie du pays par leur travail. Mais ils restent à l'écart de la politique, car la politique politique est toujours un envers de la démocratie, et à leurs yeux nos partis politiques ne représentent rien du tout, et ce n'est pas pour les prochaines élections qu'il y aura un changement dans ce sens, tout juste des amores. Nous manquons de structures, indépendantes des partis politiques, où ces professionnels et ces intellectuels pourraient engager de larges débats d'idées et participer ainsi à la rénovation du pays. Quant aux partis politiques, à eux d'attirer des cadres techniques compétents et pas seulement des manœuvriers politiciens. J'espère que pourra ainsi émerger ainsi, au sein des partis actuels, un bloc de la gauche radicale un peu cohérent pour les élections de l'an prochain.

M.O. : *En définitive, quelles conclusions peut-on tirer de l'expérience des luttes pour la défense des droits de l'Homme et pour la démocratie sur le terrain du développement, notamment au Maroc ?*

A.S. : Dès 1956 j'ai participé très activement aux premiers programmes de développement du Maroc, dans un contexte idéologique extrêmement technocratique qui dominait le monde entier à cette époque. Les avatars de la dictature et de la répression que j'ai traversés dans mon pays, et les expériences sur lesquelles j'ai pu réfléchir dans beaucoup d'autres m'ont conduit à penser que l'objectif du développement ne peut se limiter à des notions économiques et technologiques. Il faut prendre en compte toutes les dimensions de l'homme pour réaliser un développement véritable, et considérer qu'un tel développement doit s'effectuer sous la responsabilité et par l'intervention des êtres humains directement concernés. La base de tout développement doit donc à mes yeux être fondée sur l'essor de la créativité de tous les membres d'une société, sur la "libération de la subjectivité créatrice", comme le dit justement Julia Krysteva. Une telle exigence implique naturellement deux conditions essentielles : l'existence d'un espace de liberté où les règles de la démocratie permettent l'épanouissement de toutes les initiatives et une régulation concertée des rapports sociaux ; et par ailleurs un enracinement solide dans l'histoire et la culture des peuples concernés, c'est-à-dire l'acceptation et la reconnaissance de leur identité.

Bien entendu, de telles perspectives ne pourront se réaliser pleinement si les forces démocratiques se contentent d'agir au niveau de chaque pays : le repli sur soi, les projets plus ou moins autarciques ont fait la preuve de leurs faiblesses. D'ailleurs ces forces manifestent déjà leurs capacités à s'organiser à d'autres niveaux pour changer le rapport des forces sur l'arène internationale. Il est clair par exemple qu'aucune expérience de développement ne pourra réussir au Maghreb si elle reste isolée. Même si le mouvement démocratique est aujourd'hui plus avancé au Maroc, il ne pourra atteindre ses objectifs de libération et de développement s'il ne se relie pas à des luttes et à des succès du même ordre en Algérie et en Tunisie. C'est un problème difficile à résoudre étant donné l'impasse où se trouve actuellement le peuple algérien, mais il n'y a pas d'autre issue entre le régime répressif et corrompu actuellement en place à Alger et un intégrisme religieux qui déchire la société en

factions antagonistes, les quelques noyaux démocratiques qui existent dans ce pays sont les seuls à représenter une alternative de tolérance et de coopération au service des intérêts nationaux. On voit même la possibilité d'ouvrir plus largement ces perspectives de coopération : les mouvements démocratiques du Maghreb commencent en effet à renforcer leurs liens avec les aspirations populaires des pays du nord de la Méditerranée, eux aussi victimes du système actuellement dominant des rapports internationaux, pour agir ensemble en faveur d'une profonde transformation de ces rapports. Des formes de coopération se développent également avec les ONG à l'échelle internationale, qui permettent aux forces démocratiques de tous les pays de se manifester activement dans les enceintes des agences de l'ONU et de coordonner leurs actions en faveur d'une politique internationale plus favorable à un véritable développement, comme elles l'ont fait à Seattle, à Washington, à Davos et tout récemment à Gênes.

L'alternative aux inégalités de développement qui stérilisent actuellement l'immense majorité des ressources dont dispose l'humanité et constituent le terrain où naissent et se développent de graves menaces pour la sécurité internationale est donc à mon avis la mise en œuvre d'une politique de développement radicalement nouvelle, qui reposeraient sur trois piliers essentiels et complémentaires :

- en premier lieu la mobilisation des énergies créatrices de tous les êtres humains,
- de deuxièmement la défense des droits de l'homme et des libertés dans des sociétés démocratiquement organisées,
- et enfin le respect et la reconnaissance de toutes les identités nationales construites par l'histoire des peuples.